

La rencontre des dirigeants à Berlin

La rencontre suivante s'est déroulée à Berlin en juin 2000. Y ont participé les dirigeants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, des États-Unis, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal et de la Suède. Leur communiqué final résumait les discussions sur la nouvelle économie, la modernisation de l'État et le rôle de la société civile. Il exprimait aussi de leur volonté de poursuivre les échanges de vues sur les valeurs qu'ils partagent et sur les pratiques exemplaires en matière de gouvernance progressive.

La rencontre des dirigeants à Berlin avait été immédiatement précédée par une conférence d'experts de chacun des pays participants. La délégation canadienne d'experts a participé activement à des ateliers sur la nouvelle économie, la société civile et la gouvernance moderne. À la rencontre des dirigeants, le premier ministre Jean Chrétien a présenté un document intitulé *La voie canadienne* (www.pm.gc.ca/lavoiecanadienne). Ce document décrit la manière dont le Canada relève les défis de la gouvernance moderne suivant un modèle proprement canadien, lequel traduit ses valeurs et mise sur ses atouts, son histoire et sa culture.

La rencontre des dirigeants à Stockholm

En prévision du sommet des dirigeants qui devait avoir lieu les 14 et 15 septembre 2001, mais remis en raison des événements du 11 septembre, une réunion d'experts avait eu lieu à Stockholm en juin 2001. On y avait examiné des documents décrivant les pratiques exemplaires de chaque pays dans sept domaines : aide sociale active, soins de santé, multiculturalisme, développement durable, prévention du crime lié à la drogue, fossé numérique et renforcement du pacte social international. Tout comme à Berlin, une délégation d'experts canadiens a participé à ces ateliers.

Les dirigeants se sont rencontrés à Stockholm en février 2002 pour examiner les enjeux dont les experts avaient discuté en juin 2001. Ont participé à cette rencontre des dirigeants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, du Canada, du Chili, de la France, de la Grèce, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Suède. Le communiqué diffusé par les dirigeants soulignait l'importance d'accroître la coopération internationale pour favoriser la paix, la liberté et le développement. Il témoignait des efforts déployés de façon continue pour améliorer la justice sociale par une gestion disciplinée de l'économie, par l'investissement dans le développement des connaissances et par la revitalisation des systèmes politiques.